

## Unification des organisations paysannes au Cameroun : un processus de plusieurs années qui aboutit enfin !

**L**a concertation nationale des organisations paysannes du Cameroun est née le 20 décembre 2000 à Yaoundé. Une véritable révolution après de longues années d'impasse à cause du manque d'organisation et de luttes d'intérêt entre les principaux acteurs.

On avait fini par penser, à tort ou à raison, que le Mouvement Paysan camerounais était sous l'emprise d'une certaine malédiction. Car après près de 40 années d'existence dans le pays, les organisations paysannes (OP) camerounaises n'avaient jamais réussi à parler d'une même voix sur les problèmes relatifs à leur secteur, malgré les quelques tentatives de regroupement. Un blocage qui sans doute explique en partie le retard qu'accuse la paysannerie au Cameroun.

C'est donc dans un souci de se mettre ensemble et de parler d'une même voix, de discuter, d'échanger des expériences et de se faire entendre que les organisations paysannes et leurs leaders ont créé en décembre 2000 un espace de dialogue, de concertation et d'orientation de l'action paysanne dénommée "Concertation nationale des organisations paysannes du Cameroun" (CNOP-CAM).

### Le processus

La naissance de la CNOP-CAM doit être comprise comme étant l'aboutissement du processus de relance et de redynamisation de la concertation paysanne au Cameroun engagé depuis janvier 1998. A cette date, un séminaire organisé à Ebolowa dans la province du Sud par le Réseau APM-Afrique et Canadel avait traité le thème du "Mouvement paysan en Afrique Centrale, impasses et alternatives : le cas du Cameroun". Un thème fort évocateur qui a permis aux participants venus des quatre coins du Cameroun, du Gabon, du Tchad et de la République Centrafricaine de faire un bilan critique de la paysannerie au Cameroun. Il était aussi question de faire par la même occasion, une analyse objective des forces et des faiblesses des organisations paysannes au Cameroun et en Afrique Centrale en vue de l'élaboration des stratégies de redynamisation des Mouvements Paysans à l'heure où il est de plus en plus question de regroupement dans le monde.

Cette prise de conscience collective de la part des OP va donc constituer ce qu'on a dénommé "l'appel d'Ebolowa" avec à la clé, la création d'un comité Ad-hoc à qui incombait la responsabilité de piloter le processus de relance de ce secteur névralgique, première force économique et sociale du pays.

Mais très tôt, ce processus va connaître certaines difficultés dues aux discordances qui ne tarderont pas à naître au sein du comité Ad-hoc dont les membres ne s'accordent pas sur la méthode à adopter. C'est ainsi qu'un autre comité verra le jour sous l'impulsion de deux ONGs à savoir : le SAILD (Service d'appui aux initiatives locales de développement) et APM-Cameroun (Agriculture Paysanne et Modernisation au Cameroun). Après naîtra la CEACOP (Cellule d'appui à la concertation paysanne) qui organise en Août 2000, un séminaire à Yaoundé. C'est au cours de ce séminaire, dit de réconciliation, que va naître une fusion que l'on appel-

lera la CNOP (concertation nationale des organisations paysannes) qui aura pour mission principale de faire aboutir le processus de relance avant février 2001. Pour atteindre cet objectif, la CNOP organise le 20 décembre 2000 à Yaoundé, un forum sur "les enjeux et défis des organisations paysannes face à la mondialisation". C'est au cours de ce forum que les 86 organisations paysannes venues des dix provinces participantes décident de la création de la CNOP-CAM en transformant le forum en une assemblée générale constitutive dont le seul point inscrit à l'ordre du jour est la lecture et amendement des statuts et la mise en place du comité directeur de la CNOP-CAM. A l'issue des élections qui s'en suivent, Elisabeth Atangana sera portée à la tête de la concertation nationale des organisations paysannes du Cameroun (CNOP-CAM) avec des missions précises à remplir.

### Missions de la CNOP-CAM

En décidant de la création de la CNOP-CAM, les organisations paysannes camerounaises lui ont assigné les missions précises suivantes :

- 1 - La CNOP-CAM doit représenter toutes les organisations paysannes camerounaises.
- 2 - Elle doit favoriser l'intégration et l'implication de ces OP dans l'élaboration des politiques sectorielles du développement rural au Cameroun et même dans la sous région Afrique Centrale.
- 3 - Elle doit œuvrer en faveur du dialogue et de la concertation entre les organisations paysannes d'une part et d'autre part entre les OP et les autres acteurs du développement de la société tout cours.
- 4 - Elle doit faciliter le renforcement des capacités des OP à mieux s'autogérer et à gérer les différents changements qui s'opèrent dans l'environnement socio-politique et économique du pays, de l'Afrique et du monde.
- 5 - Elle doit cautionner les OP auprès des bailleurs de fonds étrangers et du gouvernement tout en facilitant la mobilisation des financements à l'intérieur des OP.

Pour parvenir à ses fins, la CNOP-CAM à travers son bureau directeur, doit se doter d'une bonne stratégie de communication interne et externe en vue de s'impliquer dans les processus de réflexion et de prise de décision des pouvoirs en direction du monde rural dont elle défend les intérêts. Et c'est peut-être ce à quoi renvoie l'installation du siège de la CNOP-CAM à Yaoundé la Capitale, siège des institutions.

**Auteur de la fiche** ATANGANA Elisabeth

**Date de rédaction** 2001/06

**Organisme** . CNOP-CAM

**Adresse** : BP 7445 - Yaoundé - Cameroun - Tél : +237 23 41 90

**Mots clés Dph** ORGANISATION PAYSANNE , RELATION ETAT-PAYSAN , LUTTE PAYSANNE , STRATEGIE PAYSANNE , MOUVEMENT PAYSAN , FONCTIONNEMENT DES ORGANISATIONS PAYSANNES

**Géo** . CAMEROUN

# DPH, un ensemble de techniques et pratiques au service de réseaux citoyens

## De la gestion documentaire vers une offre méthodologique diversifiée

**N**ouveaux défis, nouvelles missions. Le développement de l'humanité, source de bien-être pour une bonne partie de la population, accroît l'écart entre les riches et les plus pauvres et nous met devant des risques majeurs. Ces risques, comme l'exprime la Plateforme pour un Monde Responsable et Solidaire, touchent tous les domaines, l'écologie, l'économique, le social, la culture. Et le politique en crise, dépassé de plus en plus par ses contradictions, n'arrive pas à y apporter des réponses à la hauteur des défis.

Les problèmes apparaissent imbriqués les uns aux autres. Combattre un problème isolément, sans tenir compte des autres paraît être de l'ordre du mirage ou de la vanité. Aucun des acteurs de la société ne peut y apporter seul des réponses pertinentes : Etats, entreprises, organismes internationaux et citoyens se voient de plus en plus obligés de rompre le cloisonnement sur lequel ils ont bâti leur légitimité. La mondialisation est une nouvelle donne, dangereuse pour les uns, bienfaitrice pour les autres, avec laquelle il faut composer pour bien la maîtriser et la mettre au service de la résolution des problèmes auxquelles l'humanité est confrontée.

La prise de conscience des enjeux majeurs, de leur interdépendance et du besoin d'agir à plusieurs niveaux est un des grands défis actuels. Cela passe par une mobilisation des connaissances et des savoirs faire concrets, par un échange et une mutualisation des connaissances aujourd'hui trop cloisonnées, trop marginales car trop peu valorisées (...) Les savoirs nés de l'action, qui se sont forgés par l'usage et le bon sens du temps qui passe, appartiennent à un domaine encore trop marginal, et souvent ne sont pas pris en compte par les acteurs eux-mêmes et encore moins par les organisations ou les décideurs. L'édition classique et la plupart des modes d'information actuels sont peu adaptés à la mise en oeuvre d'informations utiles à l'action. Le développement fulgurant des nouvelles technologies, par leur capacité à faire circuler de façon décentralisée des flux gigantesques d'information, rendent encore plus urgent le besoin de repérer l'information utile, de la trier, de la sélectionner pour la confronter aux enjeux actuels de la société (...).

La Fondation Charles Léopold Mayer s'est consacrée depuis 1990 au renforcement de dynamiques de constitution de réseaux capables de mobiliser ces savoirs. Elle a bâti avec un certain nombre de ses partenaires les plus proches un système décentralisé d'échange d'expériences, DPH - Dialogues pour le progrès de l'humanité, basé sur la réciprocité, la gratuité et l'utilisation d'un certain nombre d'outils techniques de gestion et de structuration des expériences (banque de données, thesaurus, fiche normalisée d'expérience). Cette banque contient actuellement plus de 7000 expériences venant de quatre coins de la planète et traitant de sujets divers. Ce réseau humain constitue ce qu'on appelle communément "le réseau DPH".

Très longtemps, on s'en est tenu à l'idée que le fonctionnement des réseaux humains dépendait presque uniquement de la volonté de partager l'information et de maîtriser les outils techniques de gestion de celle-ci. Des nombreuses formations furent mises en place pour faciliter l'appropriation par des nouveaux réseaux des outils techniques de production et de gestion de la banque d'expériences. Un noyau de

compétences et de savoirs faire s'est construit autour de cette appropriation.

### Une offre méthodologique diversifiée

Le réseau DPH s'est donné comme tâche de contribuer à la construction de la démocratie, notamment par l'outillage méthodologique de réseaux citoyens. En effet, pour accompagner la construction de réseaux citoyens on est amené à agir sur plusieurs niveaux. Le premier niveau est celui de l'identité. Pour qu'un réseau fonctionne il faut qu'il existe un ciment fait de solidarités presque naturelles, de voisinages et de valeurs communes qui donnent un sens au fait de "faire partie d'un ensemble".

Un deuxième niveau est celui de l'élaboration progressive d'un corpus d'idées, de problématiques communes ancrées dans les préoccupations des participants pour bâtir des principes d'action réalistes.

Un troisième niveau est le développement d'une capacité à transformer les connaissances accumulées en produits qui peuvent rallier le plus grand nombre et être facilement diffusables vers l'extérieur, notamment sous forme de propositions.

Un quatrième niveau est la capacité de se mettre en relation avec d'autres, de chercher des alliances qui permettent de dépasser son propre champ d'action.

Pour agir sur ces quatre niveaux il faut s'appuyer sur un nouveau métier : celui de médiateur. Ce nouveau métier exige tout à la fois des grandes qualités humaines, une approche toujours plus technique et une bonne maîtrise des méthodes de l'échange d'expériences. Il exige aussi une capacité à inventer les médiations nécessaires pour utiliser l'information comme un outil et non pas comme une fin en soi.

Pour DPH en tant que collectif, cela signifie de pouvoir construire une offre de services méthodologiques bâtie sur des outils et des processus de "mise en lien" : 1/ la mise en lien des acteurs à partir de leur propre expérience ; 2/ la mise en lien de questions entre elles et des questions avec les acteurs (la cartographie) ; 3/ la mise en lien des textes entre eux, de médiation dans la structuration des idées et leur mise en forme (les produits) ; 4/ la mise en lien des expériences et des concepts (l'analyse transversale).

*Commentaire : Ce texte, compilation de plusieurs idées éparses, a une prétention simple : accompagner un débat dans le réseau DPH lui permettant de réfléchir aux conditions de son autonomisation.*

**Auteur de la fiche** : UGARTE, Vladimir

**Date de rédaction** : 2001/01/11

**Organisme** : FPH

**Adresse** : 38, rue Saint Sabin - 75011 Paris - France

Tél +33 (0)1 43 14 75 75 - Fax +33 (0)1 43 14 75 99

**Mots clés DPH** : CLOISONNEMENT ; ECHANGE D'EXPERIENCES ; HIERARCHISATION DES PROBLEMES ; METHODOLOGIE ; RELATION COURT TERME LONG TERME ; APPRENTISSAGE DE LA MEDIATION ; SYSTEME D'INFORMATION